

**Thomas GOMART**

***L'affolement du monde. 10 enjeux géopolitiques***

(Tallandier, 2019, 318 p., 20,50 €)



Dans cet ouvrage, l'auteur, directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri), influent *think tank* d'esprit libéral créé en 1979, analyse les enjeux géopolitiques actuels.

Tout d'abord, il examine le rôle croissant de la Chine dans les relations internationales, avec notamment l'enjeu du Xinjiang, région située à un carrefour de 8 pays, où vivent les Ouïghours, dont un million seraient aujourd'hui parqués dans des camps de « rééducation » par le pouvoir central. L'auteur analyse aussi la « stratégie du chou » mise en œuvre par la Chine, consistant à prendre le contrôle des îles autour de son territoire, et la « *Belt and Road*

*Initiative* » (BRI), ou programme des « nouvelles routes de la soie », lancé en 2013, consistant à mettre en place un maillage ferroviaire, portuaire, numérique et énergétique pour mieux relier la Chine à l'Europe, au Moyen-Orient et à l'Afrique, afin d'asseoir sa domination économique. Il montre que la Chine, qui a à présent établi plusieurs bases militaires à l'étranger, notamment à Djibouti (base chinoise pouvant accueillir 10 000 hommes), cherche à acquérir un véritable *Sea Power* au niveau mondial (90 % des échanges commerciaux mondiaux se faisant aujourd'hui par voie maritime). De plus, le président chinois, Xi Jinping, entend absorber Taïwan avant la fin de son mandat.

Ensuite, l'auteur présente « un monde au bord de l'asphyxie » (p. 49), sur le plan environnemental. En effet, nous serions entrés dans la phase de l'anthropocène, nouvelle ère géologique caractérisée par la modification de son cadre de vie par l'homme. En effet, depuis 1973, la consommation mondiale d'énergie a plus que doublé. Mais pourtant, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Certaines des analyses de l'auteur apparaissent discutables, comme son idée selon laquelle la longévité du régime soviétique serait liée à sa rente énergétique.

L'auteur analyse ensuite « les inconnues de la puissance américaine » (p. 75), rappelant des jalons importants de l'histoire récente

comme l'exécution de Ben Laden par des unités spéciales américaines en 2011, dix ans après le 11 septembre. Il examine les caractéristiques du président actuel, Donald Trump, «transgressif et impulsif», avec son «discours nationaliste, protectionniste et unilatéraliste» (p. 76). Rappelant que l'émergence de la puissance des États-Unis peut être datée à 1917, lorsque le pays passe du statut de débiteur à celui de créancier mondial, l'auteur évoque les différents aspects de la puissance américaine, comme le contrôle d'Internet (né aux États-Unis en 1969 sous le nom d'Arpanet), le complexe militaro-industriel, et le fait d'être le siège des GAFAMI, grandes entreprises du numérique. Il montre aussi que les décisions de Trump, comme le retrait du TPP, de l'Accord de Paris, et le déplacement de l'ambassade américaine en Israël à Jérusalem, marquent des ruptures profondes avec la politique conduite par son prédécesseur Obama.

Analysant ensuite la puissance de l'Union européenne, il évoque le Règlement général sur la protection des données (RGPD) mis en place en 2018 pour tenter de réduire la dépendance numérique de l'Europe par rapport aux États-Unis. Il évoque aussi les enjeux actuels de l'Europe, comme la question de l'accueil des réfugiés, et les séparatismes multiples (Catalogne, Écosse...).

Ensuite, Thomas Gomart examine le cas de la Russie, retraçant les étapes de sa puissance, de Vladimir le Grand à Poutine, en passant par Ivan le Terrible et Pierre le Grand. Il interprète le poutinisme comme un «mélange d'inspiration impériale, nostalgie communiste, capitalisme d'État et maîtrise des

technologies de l'information et de la communication», ainsi qu'un goût pour l'argent» (p. 135). Évoquant la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), le premier sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) tenu en 2009 en Russie, l'annexion de la Crimée en 2014, puis l'intervention russe en Syrie depuis 2015, il retrace les étapes de l'affirmation de la puissance russe depuis la fin de l'URSS. Il estime que le principal objectif de la Russie aujourd'hui est de découpler l'Europe occidentale des États-Unis, d'effectuer une «désoccidentalisation des affaires mondiales» (p. 143). Très critique sur la Russie, il juge qu'il est «bien improbable de [la] voir [...] incarner une sorte de troisième voie crédible» entre les deux puissances que sont les États-Unis et la Chine (p. 145). Mais il considère la Russie «capable de contaminer les pratiques politiques occidentales en misant ouvertement sur de nouvelles formes d'autoritarisme» (p. 145). Il évoque ainsi «l'ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016» (p. 147).

Thomas Gomart vient ensuite à examiner les guerres et la course aux armements dans le monde actuel : il fait remarquer que, avec près de 1800 milliards de dollars, la dépense militaire mondiale a aujourd'hui atteint son maximum depuis la fin de la guerre froide. Les États-Unis sont toujours en tête des dépenses militaires mondiales, suivis de la Chine, puis de l'Arabie saoudite, puis de la Russie. Malgré la signature en 2017, sous l'égide de l'ONU, du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et la remise du prix Nobel de la paix, cette même année, à l'ICAN (*International*

## NOTES DE LECTURE

*Campaign to Abolish Nuclear Weapon*), la prolifération nucléaire continue, nous serions même entrés dans le troisième âge nucléaire, selon l'auteur. Et la guerre civile en Syrie a vu une banalisation des armes chimiques. Il souligne que la guerre a changé de nature, avec l'essor des sociétés militaires privées, l'accroissement des conflits intra-étatiques, et des guerres asymétriques.

Concernant l'Europe, on peut regretter que l'auteur cite des analyses anticomunistes, comme celles de François Furet, et d'Ernst Nolte, ce dernier identifiant « un nœud causal entre l'émergence du bolchevisme en Russie et l'apparition du nazisme en Allemagne » (p. 177), thèse hautement contestable. Concernant le rôle de la Banque centrale européenne, l'auteur manque d'esprit critique. Au sujet des États d'Europe centrale comme la Hongrie et la Pologne,

régimes autoritaires et xénophobes, il estime que cela vient d'un « manque de tradition démocratique » (p. 184). Enfin, évoquant l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (CETA), adopté en 2017, et celui entre le Japon et l'Union européenne adopté en 2018, l'auteur passe sous silence les conséquences sociales douloureuses pour les populations que ces traités libéraux promettent d'avoir. Il insiste davantage sur les nouvelles menaces liées aux actions « cyber » dans le monde de demain.

Cet ouvrage très bien documenté fait un point extrêmement utile et stimulant sur la situation et les enjeux géopolitiques actuels, mais on aurait souhaité une perspective encore plus sociale, humaine, et politiquement progressiste.

CHLOÉ MAUREL